



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

HAÏTI

L'engagement comme étendard dans un contexte turbulent et ardu



Depuis juillet 2018 le pays connaît une crise socio-économique, à laquelle s'est ajoutée une crise sécuritaire et institutionnelle. Des phases de troubles politiques ont depuis lors régulièrement paralysé les activités économiques. Le Premier Ministre Ariel Henry, Président par intérim depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en 2021, n'a toujours pas pu organiser des élections, attendues depuis 2016. L'année 2023 a également été marquée par de l'insécurité, notamment dans la capitale de Port au Prince et une violence armée de la part des gangs toujours plus prégnante. Auparavant circonscrits à certains quartiers de la capitale, ces actes touchent maintenant toute la zone métropolitaine de Port-au-Prince, et jusqu'aux autres départements du pays.

A la dégradation des infrastructures sociales (écoles, hôpitaux...), à l'exode de milliers de personnes et aux problèmes d'accès aux services de base s'est ajoutée une inflation élevée, entraînant 40% de la population dans l'insécurité alimentaire à la fin de l'année. C'est dans ce contexte qu'a été approuvé en octobre l'envoi d'une Mission Multi-nationale d'Appui à la Sécurité (MMAS), menée par le Kenya et soutenue par les Nations Unies. Il est espéré que cette force contribue à la reprise de la capitale aux gangs, qui contrôlent actuellement 80% de la capitale, et amène un nouveau souffle de stabilité dans le pays tout entier.



TIMAMA 2

2021-2024

1 750 032 €



Programme Développement

Local Jeunes

2021-2024

1 021 000 €



PAGODE

2019-2023

6 800 000 €



Projet d'appui sur les formations en techniques urbaines

2023-2024

435 467 €



PARTENAIRES FINANCIERS



Délégation de l'Union Européenne



Agence Française de Développement



Union Européenne (UE) via le Programme Ur-
bayiti (Expertise France)



Comité Interministériel d'Aménagement Territo-
rial (CIAT)

Bureau de la Coopération Suisse en Haïti

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- Université Publique Du Sud Aux Cayes (UPSAC)
- Université d'Etat d'Haïti (UEH)
- Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA)
- Entraide Médicale Internationale (EMI)
- Service Œcuménique d'Entraide (SOE)
- GRET
- Agence Européenne pour le Développement et la Santé (AEDES)
- Ministère de la Santé Publique et de la Popula-
tion (MSPP)
- Cellule de Réflexion et d'Intervention (CRI)
- Centre des Amis de la Francophonie (CAF)
- Association des Directeurs d'École pour La
Tortue Meilleure (ADETOM)
- Coordination Régionale des Organisations du
Sud-Est (CROSE)
- Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural
(GRAMIR)
- Institut de Technologie et d'Animation (ITECA)
- Institut de Recherche et d'Application des Mé-
thodes de Développement (IRAM)

NOTRE STRATÉGIE



ID développe ses actions depuis 1994 dans le Nord-Ouest, département parmi les plus vulnérables et plus éloignés de la capitale. Active surtout dans 7 des 10 communes du département, pour un total d'environ 480 000 habitants, ID accompagne les acteurs locaux sur diverses thématiques, en particulier le développement local et la santé. L'ONG s'appuie donc sur une présence de 30 ans dans le pays et plus particulièrement dans ce département, qui lui permet d'avoir une connaissance très fine du contexte, des acteurs, des enjeux du territoire et un réseau important de partenaires et institutions locales qui sont des relais d'implémentations indispensables. Dans un contexte de crise, de difficulté de déplacements et d'approvisionnement, il n'est pas question de chercher à tout prix à s'étendre, mais bien de s'assurer un niveau de qualité optimal, ce qui implique une certaine concentration des activités.

Les approches territoriales et l'implication des acteurs locaux sont au cœur des programmes d'ID en Haïti. La participation locale, la mise en œuvre d'actions concertées par les acteurs locaux, la responsabilité et la redevabilité ont permis beaucoup d'avancées en termes de développement local. Pour renforcer ces approches, ID travaille beaucoup avec les femmes et les jeunes, qui sont bien souvent les groupes les plus marginalisés et dont les besoins spécifiques ne sont pas considérés. Le renforcement du système de santé est l'autre axe fort d'ID dans le département, avec une attention particulière portée sur la lutte contre la malnutrition, la santé materno-infantile, la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre les violences basées sur le genre. Dans une vision intégrée mêlant l'approche institutionnelle (renforcement des centres de santé et prestataires de soins...) et l'approche communautaire (Club de mères, Club de jeunes, Agents de Santé Communautaires et Polyvalents...) afin d'atteindre les populations cibles.

Dans un contexte d'enclavement et de perte d'horizons des communautés, ID cherche également à valoriser les organisations et réseaux déjà actifs dans des animations socio-culturelles (théâtre, danse, musique, émissions de radios...). Que ce soit en matière de lutte contre les violences basées sur le genre, de protection de l'environnement ou encore de prévention des maladies hydriques, l'émulation positive qui ressort de telles activités, portées par des collectifs d'acteurs locaux eux-mêmes, est un élément clé de la stratégie d'intervention d'ID.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

L'année 2023 a été un parfait exemple de résilience et d'adaptation, de nos équipes comme de nos partenaires et des communautés avec lesquelles nous travaillons, qui sont restés mobilisés malgré le contexte turbulent et ardu. Cette année annonce également la clôture de grands programmes structurants pour ID en Haïti. Il sera donc ensuite temps d'écrire un nouveau chapitre, en capitalisant sur les dynamiques prometteuses engagées. Ainsi, ID souhaite renforcer son ancrage dans le grand Nord, zone historique d'intervention de l'ONG. Du point de vue opérationnel, ID poursuivra ses actions en faveur du système et des actrices et acteurs de santé, et en direction de la jeunesse haïtienne.

Pour ce qui est de la santé, l'accent continuera d'être donné sur le Bas Nord-Ouest qui cristallise bon nombres de vulnérabilités, en favorisant une approche multisectorielle pour lutter contre la malnutrition, favoriser la santé materno-infantile, et globalement renforcer les structures de santé dans une meilleure prise en charge des patients. L'ONG continuera son accompagnement en faveur des associations et groupes de jeunes pour qu'ils deviennent des acteurs à part entière du développement de leurs communes. Une orientation plus économique sera cependant prise avec l'ajout d'un volet plus entrepreneurial. Du point de vue organisationnel, il sera question de fidéliser les équipes dans un contexte de fuite des cerveaux, mais aussi de renforcer les procédures et formations en matière de sécurité d'une part, et de lutte contre l'exploitation, les abus sexuels et le harcèlement (EASH) d'autres part.



Le rôle du PAR dans ce projet

Dans un objectif de transfert de compétences, les équipes du PAR ont pu former et accompagner le partenaire ITECA dans la mise en place d'une AOC-MS. Cette démarche s'est déroulée sur la commune de Tiburon, dans le département du Sud. La problématique choisie par les acteurs a été la pollution environnementale. Pour compléter les changements individuels et collectifs pris par les acteurs sur ce sujet, un projet d'aménagement d'une ravine portée par la commune a été financé par le Fonds d'investissement local (FIL) via le guichet communal.

Initié en 2019 en Haïti, le PAGODE visait à appuyer les acteurs nationaux (ministères, État) et départementaux (collectivités territoriales, services déconcentrés, société civile...) du Grand Sud haïtien avec pour objectif d'améliorer la cohérence des actions de gouvernance locale au profit des populations haïtiennes. Le programme a donc encouragé des dynamiques locales, autour d'un renforcement des initiatives de gouvernance partagées, inscrites dans un cadre adapté au contexte vulnérable de ces communes. Il en a résulté un dispositif pluriel de renforcement des acteurs déployé dans

- ✿ 11 projets municipaux en lien aux plans communaux de développement financés par le Fonds d'Investissement Local (FIL)
- ✿ 58 projets communautaires mis en place par des OSC financés par le Fonds d'Investissement Local (FIL)
- ✿ 60 agents exécutifs intérimaires et 80 agents municipaux du département du Sud ont suivi la nouvelle formation en Gestion Municipale
- ✿ 1 "Déclaration de Marion Dufanal" signée par une quarantaine de réseaux d'organisations et d'organisations de la société civile pour un changement et un engagement collectif dans 4 communes de la côte Sud.
- ✿ 77 OSC-OCB formées et accompagnées

les onze communes du PAGODE. Les acteurs locaux ont pu employer les compétences nouvellement acquises via la mise en œuvre de projets locaux à caractère économique et environnemental. 69 projets structurants ont ainsi été réalisés par les acteurs locaux. En outre, les projets ont été pleinement imprégnés par les enjeux de Genre et Inclusion Sociale (GIS) ainsi que de Gestion des Risques et Désastres (GRD), à travers les outils et formations développés en amont et en continu sur ces thèmes. Enfin, un programme novateur de formation labellisé en gestion municipale qui a vu le jour et a été expérimenté avec l'Université Publique du Sud aux Cayes (UPSAC).



PROGRAMME DÉVELOPPEMENT LOCAL JEUNES

“Les jeunes porteurs de changements dans le Haut Nord-Ouest”



Le rôle du PAR dans ce projet

Pour compléter la démarche du projet, il semblait important d'y intégrer une AOC-MS afin d'engager un processus de changements, individuels comme collectifs, concernant les freins à la participation des jeunes à la vie publique/citoyenne. La problématique prioritaire a pu être identifiée durant un événement organisé à Saint Louis du Nord appelé le Forum des Jeunes. La suite de la démarche a ensuite permis aux acteurs de définir de façon consensuelle une vision d'amélioration commune fédératrice en faveur de la participation des jeunes. Chaque groupe d'acteur impliqué dans l'AOC a alors défini des changements le concernant pour contribuer à l'atteinte de cette vision. Les équipes ont pu suivre ces changements sur toute l'année 2023, et continueront de le faire et de les encourager sur l'année à venir.

- ✿ 1 bâtiment construit sur l'Île de la Tortue pour favoriser l'épanouissement, le développement de capacités culturelles des jeunes et la disponibilité des services déconcentrés de l'Etat
- ✿ 9 membres d'associations partenaires ont bénéficié d'un renforcement de capacité numérique
- ✿ 53 associations et groupes de jeunes des 3 communes ont bénéficié de renforcement de capacité technique
- ✿ 12 associations et groupes de jeunes ont reçu des subventions pour mettre en place leur propre projet
- ✿ 1844 jeunes ont bénéficié directement de l'appui du programme DL dans les communes de Saint-Louis du Nord, Anse-A-Foleur et Ile de La Tortue à travers la subvention en cascade accordée aux associations partenaires

Le projet est né du constat d'un manque de reconnaissance et d'une perte de confiance des jeunes, pourtant acteurs au cœur du développement local, dans un contexte de « vivre ensemble » dégradé. En effet, la crise économique, politique et institutionnelle traversée par Haïti a particulièrement touché les populations déjà vulnérables que sont les jeunes et les femmes, entraînant perte de ressources, de repères, de confiance et d'horizon d'opportunités. L'objectif est ainsi de créer un climat de confiance chez les acteurs locaux, en particulier les jeunes, et de contribuer à un regain d'espoir via un développement territorial inclusif, en renforçant la participation citoyenne dans les politiques publiques territoriales. Avec l'accompagnement des jeunes à se structurer et/ou le renforcement de leurs organisations, ID vise à enclencher une dynamique vertueuse en leur faveur. Leurs initiatives sont soutenues via un financement en cascade de projets prioritaires. Un appui est également fourni à l'attention des organes de concertation et des communes cibles. Enfin le projet est construit sur une démarche multi-acteurs orientée vers le changement pour améliorer le dialogue, la gouvernance, et la prise en compte de leurs besoins.

TIMAMA 2

Renforcement des systèmes et acteurs
clés de santé dans le Nord-Ouest



Le rôle du PAR dans ce projet

Le changement de comportements étant une clé du succès du programme TIMAMA 2, il était envisagé dès la conception du projet la mise en place d'une AOC-MS. Les équipes d'ID ont ainsi accompagné les démarches portées par les acteurs eux-mêmes qui ont fait le choix d'agir pour la lutte contre les grossesses précoces et l'accès aux soins. En parallèle, et toujours dans cette vision intégrée qui comprend à la fois les volets communautaire et institutionnel, les prestataires de soins ont manifesté des besoins de renforcement. Ainsi, ID a appuyé la mise en place et le suivi d'un plan de renforcement institutionnel et organisationnel (ROI) dans toutes les institutions de santé du programme (25).

- ✿ 25 prestataires de soins formés sur le Soins Obstétricaux – Néonataux d'urgences (SONU), le soin prénatal et la planification familiale.
- ✿ 45 acteurs communautaires regroupés en 5 groupes sont accompagnés dans la mobilisation à travers une Approche Orientée Changement (AOC-MS).
- ✿ 36 mères leaders sont renforcées à travers des séances de formations et un accompagnement technique pour accompagner les 18 clubs de mères dans leurs communautés.
- ✿ 30 Agents de santé communautaires Polyvalents (ASCP) ont été renforcés à travers des séances de formations et un accompagnement continu sur le terrain afin qu'ils puissent fournir des soins préventifs aux ménages dans leurs zones de dessertes.
- ✿ 5 structures de santé ont été réhabilitées dans le but d'offrir un meilleur accueil aux usagers.

A travers ce programme, les populations locales du Bas Nord-Ouest doivent pouvoir avoir accès à des services de santé intégrés pour toutes et tous sur leurs territoires. Concrètement, les activités visent à développer la qualité et l'efficacité du continuum de soins et contribuer à la fin des décès materno-infantiles évitables.

ID se base sur une approche intégrée, qui s'oriente à la fois sur le volet communautaire, en renforçant les agents de santé communautaires dans leur mission de promotion de la santé et de prévention, mais aussi sur le volet institutionnel. Ce dernier se traduit par un appui aux structures de santé afin qu'elles assurent une préparation et réponse adéquate aux menaces, alertes et crises sanitaires. C'est ainsi tout l'écosystème de la santé qui est renforcé, des radios communautaires qui diffusent des messages de sensibilisation sur la santé sexuelle, aux médecins de communes, échelons clés de la prise en charge, en passant par les clubs de mères et les matrones.

CONSULTANCE

Projet d'appui sur les formations en techniques urbaines



- * 2 experts internationaux et 4 experts haïtiens qui travaillent en synergie
- * 5 jours de mission de terrain dans le grand sud d'Haïti, des Cayes à Jérémie en passant par Beaumont et 1 jour à Port-au-Prince
- * 1 état des lieux établi afin de saisir la réalité de la problématique urbaine au cœur même des zones d'implantation du programme Urbayiti
- * 1 programme de formation proposé pour divers échelons : le Master universitaire en génie Civil et Urbanisme, le Diplôme technique Urbanisme et la mise à niveau des personnels municipaux en Techniques Urbaines
- * 1 étude de préfiguration prévue dans le but d'analyser la faisabilité des programmes de formation et de fixer les conditions d'implémentation avec des partenaires comme UP-SAC et UEH via son programme URBATeR

Ce projet fait partie du programme européen Urbayiti 2018-2024, financé principalement par le 11^{ème} Fonds Européen de Développement (FED). Conclu en juin 2023 pour le compte du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) en tant que pouvoir adjudicateur, il consiste en la réalisation d'une mission d'état des lieux des formations en techniques urbaines et de construction d'un programme de formations.

Dans ce cadre, une équipe d'assistance technique a été mise en place par ID et le projet est exécuté en partenariat avec Université d'Etat d'Haïti (UEH). L'objectif général consiste à proposer les actions indispensables en matière de formation pour mettre en place les différentes filières et métiers de l'urbain, pour doter les institutions locales et régionales de techniciens et professionnels leur permettant de mieux gérer les territoires. La formation permettra de disposer d'une masse critique de professionnels maîtrisant les techniques ainsi que les outils de contrôle et suivi d'un territoire urbain et formera des techniciens polyvalents en urbanisme, hydraulique, voiries urbaines qui œuvreront principalement dans les municipalités.



FOCUS CLIMAT

Prendre en compte la vulnérabilité climatique pour assurer la pérennité des programmes

Selon l'Indice ND-GAIN, Haïti se classe 169e sur 185 en termes de vulnérabilité. En plus de sa vulnérabilité objective aux changements climatiques et à l'augmentation des catastrophes naturelles qui en découlent, le pays se caractérise par son très faible niveau de préparation. Pour assurer la pérennité des actions, il est donc indispensable d'intégrer les enjeux climat dans les projets. Même s'il est vrai qu'il n'y avait pas de programmes rattachés à la thématique "Climat, Énergie, Forêt" en 2023, la question climatique nourrit à la fois la logique d'intervention des programmes, mais infuse également dans les activités même.

Cela s'est traduit très concrètement au sein du programme PAGODE dans les initiatives financées par le Fond d'Investissement Local (FIL) qui devaient respecter le Code des financements où l'environnement était expressément mentionné. Ainsi, une grande partie des projets ont concerné "l'environnement, la gestion des ressources naturelles et la mitigation des risques de catastrophes".

Dans le Haut Nord-Ouest, les enjeux écologiques sont une réelle source d'inquiétude pour la jeunesse, notamment la question des déchets, problématique particulièrement visible dans le paysage urbain. Cette préoccupation a nourri l'AOC-MS qui a justement porté sur les changements de comportement à opérer en faveur de la réduction et de la gestion des déchets de la ville de Saint Louis du Nord. La question climat ne concerne d'ailleurs pas uniquement les projets mais l'organisation en elle-même également. La réduction de l'empreinte carbone a ainsi motivé l'équipement de panneaux solaires sur les toits des locaux, et une meilleure isolation des bureaux face aux fortes chaleurs.



FOCUS PAYS

Compagnonnage : une approche innovante de renforcement de capacités des prestataires de soins

Au sein du programme Santé, le compagnonnage fait partie de la stratégie d'accompagnement, tout en étant une approche plus personnalisée et plus axée sur un renforcement spécifique des compétences des prestataires de soins et des Agents de Santé Communautaires Polyvalents (ASCP).

Il vise à renforcer les compétences, le savoir-faire et le savoir-être des personnels, via de la formation continue, l'accompagnement et le suivi régulier dans les différents services, l'utilisation systématique des outils du ministère, et le renforcement des supervisions formatives tant au niveau institutionnel que communautaire. Le compagnonnage se traduit aussi par un soutien du programme à la direction sanitaire du Nord-ouest et les médecins de communes en vue de renforcer leurs supervisions. En étant personnalisé, il s'adapte aux besoins spécifiques des personnels.

Cette démarche a permis de redynamiser les liens entre la communauté et les structures sanitaires grâce au développement et au maintien des services de promotion pour la santé et prévention des maladies au niveau des ménages et des communautés en général via un réseau d'ASCP actif pour répondre au mieux aux besoins réels des usagers. Il est déterminant pour l'amélioration de la qualité et de la continuité du service tant au niveau institutionnel que communautaire.

Cette approche innovante a également permis d'assurer l'adéquation entre le comportement des ménages et les bonnes pratiques visées par les prestataires. ID veille également à la pérennité de ses activités en s'assurant de la relation transparente entre les prestataires, l'organisation en charge du compagnonnage et les bénéficiaires, et de l'implication continue des autorités sanitaires comme les directions départementales. Grâce au compagnonnage, ce sont actuellement 49 prestataires de soins du Bas Nord-Ouest qui ont été renforcés de façon durable.

